COMPTE-RENDU

RÉUNION DE BUREAU

Mardi 2 décembre 2025

Assistaient en distanciel :

- M. Benoît BARANGER, CC Touraine Ouest Val de Loire
- Mme Sylvie BEILLARD, Région Pays de la Loire
- Mme Laurence BROSSARD, Loire-Authion
- Mme Christine FAUQUET, Région Centre-Val de Loire
- Mme Valérie GERVES, Département d'Indre-et-Loire
- M. Didier GUILLAUME, C.A. Saumur-Val-de-Loire
- Mme Elodie JEANNETEAU, Département de Maine-et-Loire
- M. François LAFOURCADE, Département d'Indre-et-Loire
- Mme Gaëlle LAHOREAU, Région Centre-Val de Loire
- M. Didier ROUSSEAU, Département de Maine-et-Loire
- Mme Sophie-Anne SAUVAIGO, Faye-la-Vineuse
- Mme Brigitte WILMANN-THIVAULT, Ligré

Assistaient en présentiel :

- M. Jackie PASSET, La Ménitré
- M. Michel PONCHANT, Fontevraud-l'Abbaye

Absents ayant donné procuration :

- Mme Temanuata GIRARD, Région Centre-Val de Loire, à M. Benoît BARANGER
- Mme Sophie TUBIANA, C.A. Saumur-Val-de-Loire, à Mme Gaëlle LAHOREAU

Excusé(e)s :

- Mme Roselyne BIENVENU, CU Angers Loire Métropole
- M. Martin COHEN, Tours Métropole Val de Loire
- M. Jean-Marie GENNETEAU, L'Ile-Bouchard
- Mme Sophie LAGRÉE, CC Chinon, Vienne et Loire
- Mme Ambre LOUISIN, Région Centre-Val de Loire
- M. Roland MARION, Région Pays-de-la-Loire
- M. Christophe POT, Région Pays de la Loire
- Mme Elsa RICHARD, Région Pays-de-la-Loire
- M. Pierre-Alain ROIRON, Région Centre-Val de Loire
- M. Eric TOURON, Région Pays de la Loire

Secrétaire de séance : Monsieur Michel PONCHANT

Assistaient également :

- M. Jean-Michel MARCHAND, président de la commission Biodiversité
- Mme Anne-Sophie ASCHER, présidente de la commission « Paysage, Urbanisme et Cadre de vie »

En l'absence de Mme Sophie TUBIANA, Mme Gaëlle LAHOREAU, Vice-Présidente du Parc, préside ce Bureau.

Mme Gaëlle LAHOREAU accueille Mme Elodie JEANNETEAU qui a été désignée par le Conseil départemental de Maine-et-Loire pour siéger au Bureau du Parc en raison de la démission pour raisons personnelles de Mme Brigitte GUGLIELMI.

Mme Elodie JEANNETEAU, Conseillère départementale sur le canton d'Angers n°7 (La Ménitré, Loire-Authion et Trélazé) qui réunit beaucoup de communes du Parc, remercie les membres du Bureau pour leur accueil et espère pouvoir assister aux prochains Bureaux en présentiel.

Dans l'attente du quorum, Mme Gaëlle LAHOREAU propose de modifier l'ordre du jour et de commencer par les points d'information.

1. Informations diverses :

▪ *Candidature Ramsar de « La Loire des Confluences »*

M. Thibaut MEURGEY, Directeur, informe les membres du Bureau de l'audience du Parc devant le Conseil national de protection de la nature (CNPN) le 20 novembre dernier concernant le dossier de candidature de la « Loire des confluences ». Le CNPN a rendu un avis favorable à l'unanimité et a validé, pour la première fois en France, l'intégralité des neuf critères nécessaires au classement. Le Museum national d'histoire naturelle a souligné cette grande première dans son avis, notamment dans l'atteinte du neuvième critère, très difficile à obtenir. Ce critère a été validé grâce à un papillon endémique : la Bréphode ligérienne. Le dossier suit son cours avec une annonce officielle attendue autour de la journée mondiale des zones humides du 2 février 2026.

M. Thibaut MEURGEY revient sur la cérémonie de lancement de la nouvelle charte du 15 novembre dernier à Fontevraud-l'Abbaye et remercie tous les participants à cet évènement symbolique dans la vie du Parc. 160 élus, acteurs associatifs, entreprises et habitants se sont réunis pour clôturer le cycle de révision de la charte et en ouvrir un nouveau.

M. Michel PONCHANT, délégué de Fontevraud-l'Abbaye, se réjouit d'avoir pu entendre un agriculteur heureux dans les témoignages de la matinée, à savoir M. Jean-Michel Bonnin, agriculteur à Méron.

▪ *Délégation de la Présidente : avis et recommandations*

M. Thibaut MEURGEY rappelle qu'en l'absence du décret de reclassement du Parc qui devrait arriver avant la fin d'année, le syndicat n'est plus Personne Publique Associée, mais peut continuer à émettre des avis « à dire d'experts ». Les services de l'État continuent donc de nous soumettre des dossiers pour avis.

Il cite les projets pour lesquels le Parc a produit des recommandations.

SAUMUR (49) : Réalisation d'un carrefour en T en remplacement du giratoire existant et réaménagement patrimonial des cales et de la place Kléber

Le Parc a été sollicité à différentes étapes du projet et a déjà fourni un certain nombre de remarques et de préconisations. Cette instruction intervenant en fin de procédure, le Parc n'a pas d'autres contributions à apporter que celles déjà transmises.

Avant-projet de révision du PPRI des vals de BRÉHÉMONT et LANGEAIS (37)

Le Parc a attiré l'attention sur certaines mesures de la charte, et a ainsi explicité les objectifs que les signataires s'engagent à poursuivre dans leurs politiques d'aménagement.

L'articulation avec les services instructeurs des autorisations d'urbanisme devra être cruciale pour faire vivre le PPRI dans le temps long.

Il est important que les prescriptions du PPRI soient en cohérence avec les plans de gestion des différents espaces remarquables.

COUDRAY-MACOUARD (49) : Projet de stockage d'électricité par batteries à proximité du poste de Distré

La lecture des éléments fournis par le porteur de projet a amené le Parc à exprimer quelques interrogations et/ou recommandations notamment liées à l'artificialisation des terres agricoles et leur reconversion à des fins énergétiques.

MONTREUIL-BELLAY - Modification du permis de construire « Denkavit »

Le Parc n'a pas eu de nouvelle remarque à formuler et à donner un avis favorable à cette modification.

SAUMUR (49) : Reprise de la cale de mise à l'eau du Bouche Thouet

Le Parc a observé que, d'une manière générale, la multiplication des petits projets liés à la pratique nautique mériterait un échange technique entre les services afin d'anticiper les cas de figure qui se présentent (procédure d'instruction, conseils techniques).

M. Michel PONCHANT informe les membres du Bureau que, sur le projet des cales de Loire de Saumur, lors d'une commission à la CA Saumur-Val de Loire, les pêcheurs avaient émis fortement le souhait d'une remise en état des cales existantes.

Mme Lucie BLONDEL, chargée de mission Natura 2000, confirme que ce souhait est porté par la Fédération de pêche de Maine-et-Loire, notamment pour celles qui sont situées à proximité de la base nautique.

Le quorum étant atteint, Mme Gaëlle LAHOREAU demande l'approbation du compte-rendu du précédent Bureau. Les membres du Bureau à la majorité valident le compte-rendu du Bureau du 23 septembre 2025.

Monsieur Michel PONCHANT est désigné secrétaire de séance.

2. Sites Natura 2000 « Vallées de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau » et « Champagne de Méron » : convention d'accord de partenariat avec la LPO Anjou

Mme Gaëlle LAHOREAU indique que cette délibération vient compléter celle prise en Bureau en mai dernier. Cette nouvelle délibération porte sur l'approbation de la convention de partenariat avec la LPO Anjou et l'ajustement du plan de financement 2025-2028 de la demande de subvention déposée auprès du FEDER des Pays de la Loire.

Mme Lucie BLONDEL rappelle que le Parc anime quatre sites Natura 2000 sur son territoire. Les sites de « La Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau » et de « La Champagne de Méron » en sont les plus importants.

Ces deux sites ont été regroupés dans leur gestion financière dans une demande de subvention commune auprès du FEDER et de la Région Pays de la Loire.

Le Parc, chef de file du projet, anime ces deux sites Natura 2000 en partenariat avec la LPO Anjou. Auparavant prestataire, la LPO est partenaire depuis 2022 sur ces animations. Ceci nécessite l'élaboration d'une convention entre nos deux structures.

Cette délibération présente donc le renouvellement de cette convention pour la période 2025–2028 avec la LPO Anjou pour les deux sites Natura 2000 cités.

Le plan de financement qui est annexé à la convention modifie légèrement à la baisse le montant global précédemment indiqué, passant de 1 000 000 € à 925 484 €. Cette modification a été rendue nécessaire pour limiter les risques de pertes de subventions et intégrer les contraintes budgétaires du financeur.

Les prestations prévues initialement, relatives à la réalisation d'une étude d'impact des populations de silures sur les espèces d'intérêt communautaire, ne sont donc plus intégrées dans la demande de subvention, mais pourront faire l'objet d'une autre demande de subvention auprès de financeurs différents. Il en est de même pour les prestations de la LPO concernant le bagage d'oiseaux sur les îles de Loire.

Le plan de financement 2025-2028 ajusté, présenté en annexe du projet de convention, est le suivant :

Dépenses en TTC			**Ressources**		
Postes		*Montant*	*Financeurs*		*Montant*
PNR LAT	Dépenses de personnels	505 225,35 €	PNR LAT	Union Européenne FEDER – 60 %	348 605,49 €
	Coûts indirects 15%	75 783,80 €		Région Pays de la Loire - 40 %	232 403,66 €
Sous-total		*581 009,15 €*	*Sous-total*		*581 009,15 €*
LPO Anjou	Dépenses de personnels	299 543,40 €	LPO Anjou	Union Européenne FEDER – 60 %	206 684.95 €
	Coûts indirects 15%	44 931,51 €		Région Pays de la Loire - 40 %	137 789.96 €
Sous-total		*344 474.91 €*	*Sous-total*		*344 474.91 €*
TOTAL		**925 484,06 €**	**TOTAL**		**925 484,06 €**

Ce plan de financement intègre les dépenses de personnel avec une majoration de 15% pour couvrir les frais de missions et les prestations complémentaires à l'action (formations pour les agriculteurs, animations, ciné-débats…).

M. Thibaut MEURGEY précise que les montants présentés couvrent les quatre années de l'action pour les deux sites Natura 2000.

Mme Emmanuelle CREPEAU, Directrice adjointe, complète ces éléments en rappelant les difficultés d'avance de trésorerie que génèrent les subventions FEDER pour le Parc. Sur ce dossier, a été négocié avec les services instructeurs du FEDER, le versement d'un acompte correspondant aux deux premières années de l'action en début 2027 et le solde début 2029. Cette nouvelle configuration permet de mieux amortir budgétairement les avances conséquentes octroyées par le Parc sur ce dossier. Cependant, pour la subvention de la Région Pays de la Loire, le Parc n'a pas encore de confirmation concernant la durée de

convention qui pourrait être de 1 à 2 ans en fonction des arbitrages pris pour la période 2027–2028.

Mme Lucie BLONDEL complète en indiquant que les équilibres entre les financeurs ont eux aussi évolué. Auparavant, les taux de prise en charge du FEDER et de la Région s'équilibraient à 50/50. Aujourd'hui, le FEDER couvre 60% et la Région 40%.

M. Jackie PASSET, Délégué de la commune de La-Ménitré, revient sur la réunion des animateurs Natura 2000 des Pays de la Loire, le 18 novembre dernier à Souzay-Champigny. À cette occasion ont été évoquées les difficultés concernant le transfert de l'État à la Région des fonds nécessaires à l'animation des sites pour 2027. Il semble que les montants ne soient pas encore précisés.

M. Michel PONCHANT demande si l'on doit s'attendre à une nouvelle modification de la réglementation concernant les Fonds européens.

M. Thibaut MEURGEY répond que le budget européen est établi jusqu'en 2028. Jusqu'à cette date, nous connaissons les règles d'attribution des subventions européennes. Après cette date s'ouvrira une nouvelle programmation budgétaire européenne.

Mme Gaëlle LAHOREAU conclut les échanges en indiquant que cette délibération réajuste le plan de financement avec une baisse de 15 000 € demandés au FEDER.

Mme Emmanuelle CREPEAU rappelle que les prestations qui avaient été évoquées et qui avaient suscité un grand intérêt du Bureau, notamment celle sur les populations de silures en Loire, ne sont, pour l'instant, pas financées. Le Parc doit rechercher des financements complémentaires pour couvrir ce besoin.

Il est procédé au vote.

Les membres du Bureau, à l'unanimité :

- ✓ valident le plan de financement prévisionnel pour l'animation des sites Natura 2000 "Vallée de la Loire des Ponts de Cé à Montsoreau" et "Champagne de Méron", du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028 ;
- ✓ valident le projet de convention de partenariat entre le PNR LAT et la LPO Anjou pour l'animation des sites Natura 2000 "Vallée de la Loire des Ponts de Cé à Montsoreau" et "Champagne de Méron", du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028 ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer tout document afférent à ce plan de financement et cette convention de partenariat ;
- ✓ disent que les crédits seront inscrits au Budget.

3. Expérimentation de la démarche Natur'Adapt sur le site Natura 2000 « Vallée de la Loire des Ponts de Cé à Montsoreau » : convention avec l'association Réserves naturelles de France

Mme Gaëlle LAHOREAU présente cette délibération qui concerne l'établissement d'une convention avec l'association Réserves naturelles de France (RNF). Le Parc a répondu à un appel à manifestation d'intérêt de RNF et a été retenu parmi les 5 sites au niveau national.

Mme Lucie BLONDEL indique que le Parc amorce la préfiguration de la révision du document d'objectifs (DOCOB) de ce site Natura 2000 en raison de son extension conséquente qui intègre la vallée du Thouet et les coteaux Saumurois. La Région Pays de la Loire attend du Parc la révision du DOCOB, mais ne peut garantir, à ce stade, le financement de cette opération qui nécessite une augmentation d'ETP. En attendant l'échéance de 2027 qui nous a été indiquée pour débuter cette révision, le Parc a souhaité candidater à l'appel à manifestation d'intérêt de RNF dans le cadre du programme LIFE « Biodiv France ». Cette démarche, intitulée « Natur'Adapt », propose une méthodologie applicable aux espaces naturels protégés qui permet d'étudier les effets des changements climatiques sur certaines composantes du site. Elle permet, en outre, d'adapter la gestion du site en fonction des

résultats. Cette initiative parait intéressante à tester sur la vallée de la Loire afin de pouvoir bénéficier de l'accompagnement d'un bureau d'étude sur ce sujet.

En plus du Parc, le Conservation des espaces naturels (CEN) de Nouvelle-Aquitaine a été retenu pour un site en Corrèze, ainsi que le CEN de Haute-Savoie, le Grand Site de France du Canigó ou encore le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Armagnac pour un site dans le Gers. RNF cherchait une large hétérogénéité dans les sites retenus pour disposer du plus grand panel de résultats.

Cette démarche prend donc la forme d'une convention avec RNF indiquant les engagements communs suivants :

RNF : assurer le suivi du projet, mobiliser les financements liés au projet global, accompagner les gestionnaires dans la prise en main de la méthodologie et la production des livrables, diffuser ces livrables

PNR : participer aux formations et réunions, à porter la communication sur le projet, planifier, mettre en œuvre et gérer les actions qu'il porte, produire les livrables à temps et diffuser les résultats à RNF et travailler de concert avec le prestataire sélectionné pour mettre en place une concertation avec les acteurs locaux du territoire.

M. Thibaut MEURGEY informe les membres du Bureau que cette convention n'implique pas de participation financière de RNF ou du Parc. Les contreparties prennent la forme de mise à disposition de temps d'agents du bureau d'étude pour RNF (6 jours) et du temps d'agents du Parc (80 à 100 jours au total).

Mme Emmanuelle CREPEAU précise que les temps d'agents mobilisés sur ce dossier sont d'ores et déjà intégrés au plan de financement des sites Natura 2000.

Mme Lucie BLONDEL complète en évoquant la mobilisation d'une équipe transversale au sein du Parc sur ce dossier avec un comité de pilotage et un comité technique en co-animation avec Mme Kathleen PINEAU, chargée de mission Transition écologique et sociétale, adaptation au changement climatique.

Cette démarche se déroulera en quatre phases. Une première phase d'immersion, déjà en cours par le biais de formations en ligne, permettra de produire une note de cadrage. Une deuxième phase d'analyse prospective concernera un diagnostic de vulnérabilité aux changements climatiques avec l'appui d'un stagiaire. La troisième phase portera sur la définition d'une stratégie adossé à un plan d'adaptation de la gestion du site. La dernière étape permettra un bilan de l'opération et le partage des résultats. L'échéance de cette opération étant la fin d'année 2026.

M. Michel PONCHANT questionne sur l'échéance de révision du DOCOB de ce site.

M. Thibaut MEURGEY confirme que, techniquement, les éléments seront posés pour fin 2026, mais que la question du financement de la procédure reste ouverte.

M. Benoit BARANGER, Maire de Bourgueil et Vice-Président du Parc, demande si la révision du DOCOB nécessitera le recrutement d'un stagiaire.

Mme Lucie BLONDEL répond que cette révision implique le recrutement d'un CDD de 6 mois pour couvrir l'augmentation de la charge de travail.

M. Michel PONCHANT questionne sur l'implication de la DREAL sur ce dossier. Il rappelle que, pour l'extension du site Natura 2000 sur le Thouet, la DREAL avait financé une partie des études.

Mme Lucie BLONDEL répond qu'à cette époque, l'État était encore l'autorité de gestion pour les sites Natura 2000, mais que depuis 2022, l'État a transféré aux Régions cette gestion.

M. Benoît BARANGER trouve l'initiative très intéressante et souligne la nécessité de la prise en compte du changement climatique dans la gestion de nos sites.

Il est procédé au vote.

Les membres du Bureau, à l'unanimité :

- ✓ valident le projet de convention de partenariat avec Réserve naturelle de France ;
- ✓ autorisent Madame la Présidente à signer à signer tout document y afférent.

4. Atlas de Biodiversité Communale de Mazé-Milon : convention technique et financière 2025-2028

Mme Gaëlle LAHOREAU invite Mme Emmanuelle CRÉPEAU à présenter la délibération relative à la mise en place d'un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) avec la commune de Mazé-Milon.

La Directrice adjointe rappelle que le Parc a accompagné les communes de Montsoreau et de Fontevraud-l'Abbaye en 2022 dans la mise en œuvre d'une démarche similaire. Le projet s'inscrivait uniquement sur 6 mois à l'époque. Elle remercie M. Michel PONCHANT qui a participé activement à la mise en œuvre de cet ABC.

A la suite de la démarche menée par la Communauté de communes Baugeois-Vallée et le Parc dans le cadre du projet « Territoire engagé pour la nature », la commune de Mazé-Milon a souhaité poursuivre son engagement pour la biodiversité en mettant en place un ABC. À cette fin, elle a sollicité le Parc pour monter le dossier de demande de subvention auprès de l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) et co-porter la démarche. Le territoire communal, situé en partie sur le coteau boisé et sur le Val d'Authion, présente des configurations de milieux diversifiés très intéressants à étudier dans le cadre d'une telle démarche.

Elle rappelle que le projet a été présenté en Comité Syndical en mars dernier. Inscrite sur trois années, la démarche vise la réalisation d'inventaires sur des espèces identifiées comme pertinentes à analyser sur cette commune. Ces inventaires seront confiés pour partie à des prestataires et feront l'objet conjointement de démarches participatives mobilisant les habitants. Pendant trois ans, la biodiversité sera le fil rouge de toutes les actions menées sur la commune en direction des habitants : programmation culturelle, évènements festifs...

Une première réunion animée par le Parc a été réalisée en mars dernier afin de permettre aux structures, associations communales et habitants concernés et intéressés par la démarche de contribuer à la rédaction du dossier de candidature.

Mme Emmanuelle CRÉPEAU commente le plan de financement du projet qui précise les dépenses et recettes de chacun des partenaires. Le Parc mobilisera des dépenses de personnel, en particulier pour la coordination et l'animation de la démarche. La commune assurera la gestion administrative et financière des prestations relatives aux inventaires, à la communication ou aux animations. L'aide financière de l'OFB à hauteur de 80 % est répartie entre le Parc et la commune de la manière suivante :

Nom du bénéficiaire	Coût total	Montant des dépenses éligibles	Montant de l'aide de l'OFB	Taux d'aide l'OFB
PNR LAT	36 977,62 €	30 626,62 €	24 503,69 €	80%
Commune de Mazé-Milon	27 025,00 €	27 025,00 €	21 620,00 €	80%
TOTAL	**64 002,62 €**	**57 654,62 €**	**46 123,69 €**	**80 %**

La convention présentée pour délibération précise les conditions techniques et financières de la mise en œuvre de ce partenariat. Le Parc, en tant que chef de file du projet, perçoit l'intégralité de la subvention. Il devra ainsi reverser une partie de la subvention de l'OFB à la commune, proportionnellement aux dépenses réalisées. La convention détaille ces modalités de reversement.

La convention précise également les moyens humains engagés par le Parc pour mener cette action. Au-delà des 50 jours de coordination et d'animation, financés par l'OFB, le Parc mobilisera du temps des chargés de mission communication, culture, éducation et géomatique. Selon l'application des règles de rétribution financière des communes adhérentes, la convention fixe le montant que versera en fin de projet la commune au Parc. Il s'élèvera à 6 125 € au maximum.

M. Michel PONCHANT demande quelle est la part d'autofinancement.

Mme Emmanuelle CRÉPEAU explique que le l'OFB finançant 80 % du coût de l'agent coordinateur, 20 % de cette dépense est à la charge du Parc. Les 6 125 € de la commune permettent de valoriser des dépenses de personnel sur des postes statutaires.

Elle complète en expliquant que la convention a été présentée en novembre aux élus de la Commission municipale concernée par le projet. Elle sera proposée pour délibération lors du Conseil municipal de Mazé-Milon le 15 décembre.

Mme Gaëlle LAHOREAU informe les membres du Bureau de l'organisation d'un webinaire organisé par l'Agence Régionale pour la Biodiversité (ARB), sur les Parcours ABC en Région Centre-Val de Loire et les plans d'actions associés. Ce webinaire se déroulera le 15 décembre à 11 heures. Elle invite les personnes intéressées à se joindre à ce webinaire et à diffuser l'information.

M. Thibaut MEURGEY revient sur la carte présentée dans le diaporama localisant les ABC réalisés. Il constate que les collectivités d'Indre-et-Loire, sous l'impulsion de la Région Centre-Val de Loire, se sont assez largement emparées de la démarche.

M. Benoit BARANGER explique que la Région Centre-Val de Loire finance la démarche et indique que certaines Communauté de communes ont financé le reste à charge des communes. Ainsi, pour la commune de Bourgueil, l'ABC n'a pas coûté plus de 3 000 €.

Mme Emmanuelle CRÉPEAU complète en indiquant que le Comité syndical sera invité à délibérer pour ouvrir un poste en contrat de projet dédié en partie à l'animation de cet ABC. L'agent aura également pour mission d'engager de nouvelles communes dans la mise en place d'ABC et mobiliser des financements associés.

M. Benoit BARANGER salue les élus de Mazé-Milon qui s'engagent dans la mise en œuvre d'un projet ambitieux à la veille des élections municipales.

Il est procédé au vote.

Les membres du Bureau, à l'unanimité :

- ✓ valident le projet de convention technique et financière de coopération public-public avec la commune de Mazé-Milon annexé ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer tout document afférent à cette convention ;
- ✓ disent que les crédits seront inscrits au Budget.

5. Expertise de la zone d'activités de Méron : convention technique et financière 2026 avec la CA Saumur-Val de Loire

Mme Gaëlle LAHOREAU propose à Mme Emmanuelle CRÉPEAU de présenter la délibération relative à l'expertise de la zone d'activités de Méron.

Mme Emmanuelle CRÉPEAU se réfère à la carte de localisation de la commune de Montreuil-Bellay en remerciant Mme Gaëlle LAHOREAU d'avoir demandé que soient localisés plus systématiquement les projets présentés dans le diaporama du Bureau.

Elle rappelle que le site de la zone d'activité, située dans le secteur de Méron, est entouré de la Réserve naturelle régionale et d'une zone Natura 2000.

Sur ce site, le Parc apporte une expertise sur le suivi écologique de cette zone artisanale avec la réalisation d'inventaires, notamment faunistique, pour des espèces protégées qui nécessitent un suivi écologique très régulier, notamment en lien avec les enjeux de la réserve. Mme Guillaume DELAUNAY, chef de service biodiversité et botaniste du Parc, assure cette expertise. Conjointement, il assure le suivi des espèces protégées qui ont dû être transférées d'une parcelle à une autre il y a quelques années, pour permettre une extension de la zone d'activité sans compromettre la qualité écologique du site. La mission d'expertise intègre également du conseil aux entreprises pour la gestion de leurs parcelles.

Cette mission prévoit la réalisation de 15 jours d'expertise qui feront l'objet d'une rétribution financière de la part de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire d'une hauteur maximale de 5 250 €.

Mme Emmanuelle CRÉPEAU complète en expliquant que cette convention ne comprend plus, depuis 2025, de temps dédié à l'appui à la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial de l'Agglomération. Le Parc accompagnait alors un groupe d'acteurs sur la restauration collective biologique et locale, comme c'est le cas actuellement sur le secteur du Chinonais.

M. Michel PONCHANT demande si le Parc est engagé dans l'accompagnement du dispositif « cantine à un euro ».

Mme Emmanuelle CRÉPEAU explique qu'il avait été question d'intégrer dans la convention 2026 avec l'Agglomération du temps d'appui pour la mise en place de ce projet de M. Wilfrid COMBADIERE, chargé de mission Agriculture et alimentation. En définitive, compte tenu des échéances municipales, le temps qui sera alloué par le Parc sur ce projet en 2026 ne sera pas suffisant pour nécessiter une rétribution financière de la part de l'Agglomération.

Il est procédé au vote.

Les membres du Bureau, à l'unanimité :

- ✓ valident le projet de convention technique et financière de coopération public-public 2026 avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, annexé ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer tout document afférent à cette convention ;
- ✓ disent que les crédits seront inscrits au Budget.

6. Convention « Région-Territoires : Ambitions partagées 2030 » entre la Région Centre-Val de Loire et le bassin de vie de Chinon

Mme Gaëlle LAHOREAU invite M. Thibaut MEURGEY à présenter la délibération relative à la Convention « Région-Territoires ».

Le Directeur rappelle que le Bureau a délibéré en 2025 pour acter une convention similaire avec le bassin de vie de Tours. Les conventions « Ambitions partagées 2030 » de la Région Centre-Val de Loire apportent un nouveau cadre de concertation avec les EPCI et les Parcs naturels régionaux. Ils permettent de favoriser une élaboration plus concertée des dispositifs, tels que les Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale (CRST). Les concertations animées par la Région ont permis de renforcer les relations entre le Parc et les EPCI du territoire, initiant des habitudes de travail qui permettent aujourd'hui d'échanger de manière plus fluide. Cette méthode de concertation est à saluer, elle a été extrêmement utile au Parc.

Il est procédé au vote.

Les membres du Bureau, à l'unanimité :

- ✓ approuvent le projet de convention Région-territoires « Ambitions Partagées 2030 » entre la Région Centre-Val de Loire et le bassin de vie de Chinon ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer tout document y afférent.

7. Renaturation des cours d'école : convention de mandat avec la commune de Benais

Mme Gaëlle LAHOREAU présente la délibération qui concerne la renaturation d'une cour d'école sur la commune de Benais.

M. Michel MATTEI, chef du service Aménagement et Écodéveloppement, rappelle le contexte du projet. Le Parc accompagne de nombreuses communes dans la mise en place d'actions de renaturation dans les bourgs et les cours d'école. Sur ce dernier volet, les communes bénéficient de l'appui de la paysagiste du Parc, Mme Manon NEDELEC. La démarche associe une approche pédagogique, impliquant les équipes enseignantes, les personnels techniques, les élèves et leurs parents dans la conception du projet de renaturation. Cette méthode, testée à de nombreuses reprises, fait l'objet de financements au titre des Contrats de Parc qui permettent de mobiliser l'expertise de bureaux d'études et la réalisation de premiers travaux de renaturation.

La commune de Benais s'est montrée très intéressée pour approfondir et poursuivre, via cet accompagnement, les premières réflexions et petits travaux réalisés pour renaturer leur cour d'école. Le projet fait l'objet d'une convention de mandat qui permet au Parc de porter les dépenses d'investissement pour le compte de la commune. Ces dépenses sont liées aux études opérationnelles et aux premiers travaux de renaturation pour une enveloppe de 18 000 € HT.

Mme Gaëlle LAHOREAU tient à saluer la qualité de cette dynamique de co-construction qui se traduit aussi par la mise en place de travaux en régie par les communes.

M. Michel MATTEI complète en précisant que cette démarche peut se concrétiser dans certains cas par des travaux plus conséquents, via la mobilisation de fonds complémentaires. Il rappelle la qualité de l'intervention des élus de la commune de Blaison-Saint-Sulpice lors de l'évènement de célébration de la charte, le 15 novembre dernier. Leur témoignage a mis en évidence leur forte implication et leur satisfaction. De manière générale, les retours des équipes municipales sont très positifs et le nombre de communes souhaitant bénéficier de cet accompagnement risque de croître dans les années à venir.

Il est procédé au vote.

Les membres du Bureau, à l'unanimité :

- ✓ approuvent la convention de mandat annexée, concernant la renaturation de la cour d'école de Benais ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer tout document y afférent ;
- ✓ disent que les crédits sont inscrits au budget.

8. Questions et Informations :

- ***Ordre du jour du Comité syndical du 13 décembre 2025***

M. Thibaut MEURGEY présente l'ordre du jour du Comité syndical en faisant état des modifications apportées depuis la transmission du rapport de présentation du Bureau.

L'ordre du jour est conséquent dans la mesure où le Syndicat mixte devra voter, comme chaque année, le programme d'action 2026 et conjointement, du fait du calendrier des élections municipales, procéder au Débat des Orientations Budgétaires lors d'une séance dédiée.

Une incertitude demeure sur la possibilité de voter les nouveaux statuts lors de cette séance. Cette délibération est en effet liée à la parution du décret de renouvellement de la charte attendu avant la fin d'année.

L’ordre du jour initial prévoyait une délibération relative à la sollicitation de la dotation de fonctionnement de la DREAL Pays de la Loire d’un montant de 150 000 €. Dans la mesure où la DREAL ne peut nous confirmer la possibilité de nous octroyer effectivement cette somme avant le vote du Projet de loi de finances 20226, il est proposé d’ajourner la délibération dans l’attente des arbitrages nationaux.

Il est aussi proposé d’ajouter une délibération relative au projet de renaturation de la commune de Benais, afin d’autoriser l’engagement de dépenses en investissement avant le vote du budget 2026.

Ainsi, l’ordre du jour du Comité syndical sera le suivant :

Première séance :

- Présentation du programme d’actions 2026, dont la programmation régionale ;
- Charte 2025 – 2040 : adoption des nouveaux statuts (si parution décret) ;
- Engagement de dépenses en investissement avant le vote du budget 2026 ;
- Décision budgétaire modificative 1-2025 pour reprises de subventions en opération d’ordre ;
- Instauration de la participation du syndicat à la protection sociale complémentaire santé des agents dans le cadre de la labellisation – avis du CST ;
- Convention de participation pour la couverture du risque Santé des agents et donnant mandat aux Centres de gestion du Maine-et-Loire et aux 4 autres CDG de la région des Pays de la Loire – avis du CST.

Deuxième séance :

- Présentation du rapport d’orientations budgétaires 2026 ;
- Débats d’orientations budgétaires 2026 ;
- Tableau des emplois et des effectifs.
- Informations et questions diverses : candidature de la « Loire des confluences » en site Ramsar